



# La soupe au caillou AUTOUR DES RÉGIONS!

16 décembre 2009

Par l'équipe du Collectif

Numéro 318

Estrie

## Abitibi-Témiscamingue Sous le signe de MISSION COLLECTIVE

Pendant que le ministre de la Solidarité sociale tentait de diviser les participantEs en Estrie, la ministre déléguée aux Services sociaux, elle, tentait de les garder autour de la table en Abitibi-Témiscamingue. Dans un cas comme dans l'autre, ça n'a pas marché.

### Avant la consultation

Quelques jours avant le passage des « Rendez-vous de la solidarité », la Table d'action contre la pauvreté d'Abitibi-Témiscamingue (TACPAT) a diffusé un communiqué. Elle y questionnait la pertinence d'une démarche qui ressemble davantage à une opération pour cautionner un plan d'action d'ores et déjà écrit, qu'à une véritable consultation des acteurEs régionaux de la lutte à la pauvreté. Ses membres, disait-elle, se demandaient encore s'ils allaient ou non participer à cette « consultation bidon ».

Plus tôt à la mi-octobre, la TACPAT avait envoyé une lettre au ministre Sam Hamad, en lui demandant d'apporter deux modifications à la consultation du 7 décembre. La première : qu'une heure de la consultation soit réservée à la prise de parole de personnes vivant en situation de pauvreté. La seconde : qu'une centaine de places soient ajoutées pour permettre la présence d'observateurs et d'observatrices. En cas d'impossibilité, la TACPAT suggérait de retransmettre les échanges par vidéoconférence.

(suite en page 2)

## Des tentatives de division déjouées

Pour le passage de la consultation gouvernementale en Estrie, une dizaine de regroupements régionaux avaient invité à un grand rassemblement devant le Centre des congrès à Sherbrooke. Les participantEs avaient été bien avertiEs par le comité organisateur : les « Rendez-vous de la solidarité » portent un nom trompeur. En effet, voilà bien une « solidarité » typiquement libérale : lieu de rencontre connu à la dernière minute dans plusieurs régions; seulement une trentaine de groupes invités; liste de participantEs gardée secrète, etc.

### L'Estrie a de quoi à dire!

Percussions, slogans, slams et chansons ont rythmé le déroulement de la manifestation qui rassemblait près de 150 personnes. Les rues de Sherbrooke ont retenti des revendications du mouvement social québécois, scandées par les manifestantEs : augmentation du salaire minimum, services publics universels de qualité, fin des catégories à l'aide sociale, construction de logements sociaux, réforme de l'aide financière aux études.

Lors d'un point de presse, les porte-parole de Solidarité populaire Estrie (SPE) et du Comité

régional estrien pour un Québec sans pauvreté ont surtout questionné l'écoute du ministre et lui ont rappelé que les groupes et les citoyenNES de la région avaient des choses à dire à propos de la lutte à la pauvreté. Ils ont insisté pour que le gouvernement ne se déleste pas de ses responsabilités dans la lutte à la pauvreté en les transférant aux régions. « Celles-ci ont de beaux projets qui souvent soulagent la misère, mais elles ne s'attaquent pas aux causes structurelles de la pauvreté ».

### La pauvreté : une décision politique

Par ailleurs, des participantes et des travailleuses du Centre des femmes de la MRC du Granit ont lu avec beaucoup d'intensité le manifeste *Les femmes sont en colère! Ensemble nous pouvons renverser la vapeur!* Porté par les centres de femmes du Québec, ce manifeste percutant met en évidence que la pauvreté est une décision politique et une violence de plus; il invite les femmes à utiliser l'énergie de leur colère pour créer des solidarités entre elles et avec les hommes qui veulent plus de justice sociale.

(suite en page 2)



## Marteler le message

Malgré ses critiques à l'endroit du processus de consultation, le Comité régional estrien avait décidé de participer à l'événement, voulant faire entendre la voix des sans-voix au gouvernement et marteler les mêmes messages que les manifestantEs tenuEs à l'écart. Le ministre Sam Hamad présidait la rencontre où participaient des représentantEs d'une trentaine d'organisations. Même si la plupart n'ont disposé que d'un seul droit de parole, ils en ont profité pleinement pour exprimer au ministre leurs préoccupations, tant au régional qu'au national.

ÉquipéEs de leurs propres statistiques, les représentantEs de plusieurs groupes ont souligné la nécessité d'une tarification sociale du transport en commun et d'un financement adéquat des projets existants qui fonctionnent bien et des organismes d'insertion. Ils ont aussi servi plusieurs avertissements : le gouvernement doit respecter les instances qui existent et ne pas imposer d'autres tables de concertation; les partenariats pour combattre le décrochage scolaire manquent de moyens; les mesures nationales sont primordiales.

À ce propos, un représentant des Centres de santé et de services sociaux (CSSS) de l'Estrie et plusieurs organismes de la région ont insisté pour que le filet social soit renforcé.

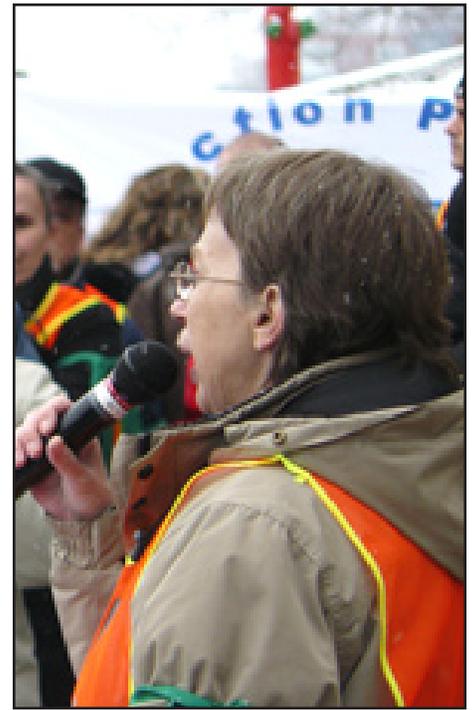
En ce qui a trait à l'augmentation du salaire minimum, le ministre a répondu qu'il fallait être prudentEs car un salaire minimum trop élevé serait nuisible à l'économie. Sur le faible montant que reçoivent les personnes seules à l'aide sociale, le ministre a répondu qu'il y avait de l'aide supplémentaire accordée à celles qu'il considère comme « actives », c'est-à-dire celles qui participent à des mesures ou des

programmes, et qu'il n'en tenait qu'aux autres de faire de même... Propos et préjugés qui n'ont rien de rassurant, venant d'un ministre responsable de la lutte à la pauvreté.

## Le ministre tente la division

À propos de la fin des catégories à l'aide sociale, de nombreux participantEs ont affirmé qu'ils voulaient le même montant pour toutes les personnes à l'aide sociale, en y ajoutant une compensation pour les coûts liés aux limitations fonctionnelles des personnes handicapées. Le ministre s'est alors tourné vers le représentant d'Handi-Capable, un réseau constitué de personnes handicapées physiques qui veulent travailler, en lui demandant s'il était d'accord. Celui-ci a répondu au ministre que c'était un faux débat : l'important, a-t-il dit, est de reconnaître que les personnes s'appauvrissent de plus en plus et qu'il faut couvrir leurs besoins. Il a ajouté que ce n'est pas en étant rattachées à la Régie des rentes du Québec (RRQ) que les personnes handicapées trouveraient leur bonheur.

Plus tard, sur la question des tarifs d'hydroélectricité, le ministre a demandé à la représentante de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) Estrie si elle était favorable, advenant une hausse des tarifs, à la mise en place de mesures compensatoires pour les personnes en situation de pauvreté. Celle-ci a répondu par la négative, estimant que la limite de revenu pour recevoir des compensations serait déterminée de façon arbitraire, qu'elle serait probablement fixée assez bas et que bien des personnes qui en auraient besoin n'y auraient donc pas droit. Ces deux représentantEs sont demeuréEs solidaires des positions mises de l'avant par une large part



du mouvement social, soit la fin des catégories et le refus des hausses de tarifs, évitant ainsi les pièges du ministre.

## Québec à l'écoute de l'Estrie...

Lorsqu'une représentante du monde municipal a pris la parole, le ministre Hamad, un peu lassé, a mis la main sur son micro pour inciter l'animateur à ses côtés à « passer à un autre appel ». Malheureusement pour lui, sa main n'a pas suffi à couvrir le micro et l'ensemble de la salle l'a entendu! Malgré le titre ronflant des communiqués émis par le ministère pour toutes les consultations, les EstrienNEs avaient peut-être raison de se méfier de l'écoute du ministre et de celle du gouvernement.



Photo : Marc Vallières

## (ABITIBI, suite de la page 1)

Or, ces demandes sont restées lettre morte. Pire encore, le ministre n'a même pas cru bon d'en accuser réception.

## Des motifs raisonnables

Au début de la rencontre, une trentaine d'organisations ont pris place autour de la table, dont les membres de la TACPAT. La ministre Lise Thériault n'a pas fait le discours d'ouverture habituel : elle a plutôt parlé de l'importance des consultations régionales et

invité les participantEs à ne pas désertier. C'est dire que des bruits avaient couru. Effectivement, tout de suite après, la porte-parole de la TACPAT a annoncé que des groupes étaient sur le point de quitter la consultation, en expliquant les motifs de leur départ : d'abord, le préjugé favorable à l'approche territoriale intégrée dans le cahier de consultation, lequel oriente la discussion et passe sous silence le rôle de l'État en matière de mesures structurelles; ensuite, le temps d'intervention alloué aux participantEs (environ deux minutes), jugé insuffisant ; enfin, l'impossibilité

(suite en page 3)

## (ABITIBI, suite de la page 2)

d'obtenir la liste des organisations invitées. À cela s'ajoute le contexte politique actuel, où le gouvernement prépare les esprits à des hausses de taxes et de tarifs qui toucheront en premier lieu les personnes en situation de pauvreté.

La porte-parole est ensuite sortie, imitée par une dizaine de personnes, représentantEs d'organismes communautaires et déléguéEs de la CSN et de la FTQ. Ces personnes sont allées rejoindre les manifestantEs à l'extérieur, qui les ont accueilliEs chaleureusement.

### Taper sur le clou

Après ce départ remarqué, quatre membres du comité Solidarité Témiscamingue ont annoncé que même s'ils ne sortaient pas, ils allaient néanmoins marteler les mêmes revendications que les dissidentEs, c'est-à-dire : MISSION COLLECTIVE.

Les participantEs se sont objectéEs aux politiques « mur à mur » et à la tarification

des services publics. Ils ont aussi dénoncé l'absence de financement pour des projets de lutte à la pauvreté réalisés sur le terrain AVEC les personnes vivant en situation de pauvreté. La hausse des prestations d'aide sociale et la possibilité pour les organismes communautaires d'accueillir, au même titre que les entreprises d'économie sociale, des personnes en intégration au travail sur une période d'au moins 2 ou 3 ans sont d'autres propositions qui ont été mises de l'avant.

Pour rappeler leurs revendications, les membres de la TACPAT avaient apporté avec eux les 9856 cartons signés et les 156 lettres d'appui amassées en Abitibi-Témiscamingue dans le cadre de la campagne MISSION COLLECTIVE, dont celle de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'Abitibi-Témiscamingue. Comme l'a rappelé la dernière personne à prendre la parole avant le discours de clôture de la ministre, les gens de la région sont fiers d'avoir amassé autant de signatures et de lettres d'appui. Et ils ont bien raison!

### La manifestation

La manifestation a eu lieu de 8 h à 10 h. Environ 75 personnes y ont pris part. Les 2/3 d'entre elles étaient des personnes vivant en situation de pauvreté. Au son des tam-tams et des sifflets, les manifestantEs ont réclamé, outre les trois revendications de MISSION COLLECTIVE, la construction de logements sociaux et une série de mesures urgentes : l'abolition des catégories à l'aide sociale et l'arrêt du détournement des pensions alimentaires pour enfants, entre autres. Une déclaration commune a aussi été rédigée au cours de l'avant-midi par les personnes en situation de pauvreté présentes.

### En tout honneur!

Encore une fois, les citoyens et citoyennes ont fait savoir au gouvernement qu'il n'y a pas 36 façons de mettre fin à la pauvreté. Ce fut fait d'une manière perspicace et efficace, ce qui est tout à leur honneur. Bravo! 🌱



Photo : Marc Vallières



**Collectif pour un Québec sans pauvreté**

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

[www.pauvrete.qc.ca](http://www.pauvrete.qc.ca)